Commune des Avirons

Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 24 février 2022

L'an deux mil vingt-deux, le 24 février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Eric FERRERE, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 01 MARS 2022 que la convocation du Conseil a été faite le **15 février 2022** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **31.**

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

Présents : M. Eric FERRERE – M. Alphonse HOARAU – Mme Line Rose BAILLIF – M. Jean Daniel DENNEMONT – Mme Christelle ETHEVE-VADIER – M. Fabrice PAYET – Mme Reine Claude ROPAULD LENCLUME – M. Frédo FERRERE – Mme Nadia ROCHE LESQUELIN – M. Jean Hugues LESQUELIN – M. Pierrot CANTINA – Mme Patricia QUICLET – Mme Suzie CUVELIER – M. Jean Max ROPAULD – Mme Marcella MAZEAU – Mme Lise Marie DANDIN – Mme Marie Hélène RICQUEBOURG – M. Bruno CORÉE – Mme Christine BARET – M. Jean Christophe HOAREAU – M. Laurent LENCLUME – Mme Julia DUBOURG BEGUE – M. Stéphane VARCOURT – Mme Julie Rose MEZINO – M. Emile PERMALNAICK – M. René VLODY – Mme Colette ANELARD CADERBY – Mme Annick SEVERIN – Mme Roseline LUCAS – Mme Suzette RIVIERE – M. Raphaël RIVIERE.

Procuration : Mme Nathalie CALTEAU a donné mandat à Mme Patricia QUICLET.

Absent : M. Paul FORT

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame Julie Rose MEZINO** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **Mme Julie Rose MEZINO** est désignée pour en assurer les fonctions.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2022

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat et la délibération doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Par ailleurs, la loi du 22 janvier 2018 précise que le débat d'orientation budgétaire doit préciser les objectifs concernant :

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

- *L'évolution du besoin de financement annuel.*

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2022, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

.../...

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2022

COMPTE PRINCIPAL

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune *(source INSEE)*

La population légale totale au **1er janvier 2019** entrée en vigueur en 2022 s'établit à **11 684** habitants.

Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2018	428,1
Superficie en 2017, en km²	26,3
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2013 et 2018, en %	0,1
Nombre de ménages en 2018	4414
Naissances domiciliées en 2020	130
Décès domiciliés en 2020	65
Nombre total de logements en 2018	5030
Part des résidences principales en 2018, en %	87,91
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2018, en %	3,22
Part des logements vacants en 2018, en %	8,86
Nombre de ménages fiscaux en 2020	4982
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2019, en euros	18790
Taux de pauvreté en 2019, en %	29
Emploi total (salarié et non salarié)	4043
Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2018	74,1
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2018	25,9

B. Quelques éléments sur le contexte financier national

La loi de finances 2022 mise sur la dépense et l'investissement pour favoriser la croissance économique. En 2022, le déficit de l'État devrait atteindre 153,8 milliards d'euros mais, après deux ans caractérisés par un budget destiné à faire face à la crise, la situation des finances publiques devrait s'améliorer.

Une croissance prévisionnelle de 4 % (contre 6,25 % en 2021) pourrait ainsi faire diminuer le déficit public à 5 % du PIB en 2022 (contre - 8 % en 2021) ; entre cette baisse et la reprise économique, le taux d'endettement de l'Etat passerait ainsi à 113,5 % du PIB, contre 115,3 % l'an dernier.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) 2022 des collectivités s'élève à 26,8 milliards d'euros. Elle est stable. La dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale, en légère augmentation, de 5 millions chacune, s'élèveront à 95 millions d'euros.

.../...

Par ailleurs, après une première étape en 2021, la taxe d'habitation (TH) des 20 % des ménages les plus aisés est encore réduite par une exonération de 65 %. C'est en 2023 que la TH sur les résidences principales sera supprimée pour tous les contribuables.

Enfin, le budget prolonge la mise en œuvre du Plan de relance. Les mesures accélèrent notamment la transition écologique : poursuite du dispositif de rénovation énergétique des logements, soutien au secteur au fret, développement des énergies renouvelables, soutien fiscal aux entreprises de transport maritime et fluvial qui s'engagent dans la transition écologique lors du renouvellement de leur flotte.

Des amendements du gouvernement ont introduit deux mesures annoncées en juillet 2021 par le président de la République :

- Le plan d'investissement pour bâtir la France de 2030 (34 milliards d'euros dont 3,5 milliards d'euros de crédits dès 2022) ;
- La création d'un revenu d'engagement pour les moins de 26 ans sans emploi ou formation.

Un autre amendement gouvernemental crée un *« bouclier tarifaire »* de 5,9 milliards d'euros destiné à contenir la hausse du prix du gaz (en modulant la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel qui s'ajoute au gel des prix de vente du gaz à leur niveau d'octobre 2021) et du prix de l'électricité, par une baisse de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité. Ce bouclier s'appliquera du 1er février 2022 au 31 janvier 2023. Le gouvernement pourra également bloquer exceptionnellement en 2022 la hausse des tarifs réglementés de vente d'électricité à 4 %, en dérogeant aux tarifs proposés par la commission de l'énergie afin de lisser la hausse des prix.

Le FCTVA : L'application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA est actée. Avec la mise en place de l'application dédiée nommée ALICE (automatisation de la liquidation des concours de l'Etat), l'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable. La mise en œuvre se fait progressivement sur 3 ans pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1er janvier 2021 pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense (EPCI à fiscalité propre, communes nouvelles...), en 2022 ou en 2023 respectivement pour les perceptions en N+1 et N+2.

C. Le contexte financier communal

1. En dépenses :

1.1 L'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement doit se poursuivre :

L'élaboration du budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat stabilisées. Les charges générales et les dépenses de personnel doivent demeurer un point particulier d'attention.

.../...

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

2016	2017	2018	2019	2020	2021
-1,54%	-0,02%	-0,45%	+10,69%	-4,52%	+1,25%

En 2021, l'évolution des dépenses est contenue. Toutefois, le poste charges générales demeure extrêmement sensible avec une évolution de plus 10,32 %. Les dépenses de personnel évoluent notamment du fait des mesures gouvernementales re-valorisatrices +2,14 %.

1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses. Ces objectifs s'appliquent aux communes de plus de 10 000 hab.

Ainsi, aux différents principes de :

- ✓ Vote en équilibre de chaque section ;
- ✓ Couverture du remboursement annuel des capitaux d'emprunt par les ressources propres ;
- ✓ L'estimation sincère des dépenses et des recettes.

Un 4ème principe financier est venu s'ajouter : le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure de la façon suivante :

ENCOURS DE DETTE AU 31/12 (résultat mesuré en années) divisé par l'EPARGNE BRUTE

Pour rappel pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes. Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans.

La moyenne 2021 de la commune des Avirons est de 4,34 années.

Ce ratio est très correct et nous permet d'envisager sereinement un niveau de recours à l'emprunt sur 2022.

2. En recettes :

Le budget 2022 ne connaît pas d'impacts majeurs. L'octroi de mer évolue correctement avec un pourcentage prévisionnel de plus 6,85 %.

.../...

La réforme de la taxe d'habitation se poursuit comme prévu avec le mécanisme de correction qui tend à assurer la non perte de recettes par la Commune avec la récupération de la part départementale.

En matière de contrats aidés : L'Etat poursuit son dispositif Parcours Emplois Compétences (PEC) avec un taux plus favorable pour l'emploi des jeunes.

Au sein du quota annuel de la Commune, il n'y a plus de pourcentage imposé pour l'emploi des moins de 26 ans. Le quota total attribué à la Commune en 2022 devrait être sensiblement équivalent à celui de 2021. La prospective propose de tabler sur un taux de remboursement moyen de 60 %.

Synthétiquement, malgré un contexte financier qui demeure contraint, l'analyse offre des perspectives plutôt positives pour 2022. Le budget 2022 va se construire sur les grandes lignes suivantes :

- ✓ **Un niveau d'endettement maîtrisé ;**
- ✓ **Une épargne correcte ;**
- ✓ **Des dotations stabilisées et une dynamique pour l'octroi de mer ;**
- ✓ **Des bases fiscales tablées sur une évolution de 1,8 % sans augmentation des taux de taxes foncières ;**
- ✓ **La poursuite de la maîtrise des dépenses de personnel en intégrant les surcoûts liés à la revalorisation indiciaire pour les agents rémunérés base « *smic* » (plus 148 000 euros), l'ajustement du régime indemnitaire de la catégorie C (plus 35 000 euros), la prime inflation (plus 26 000 euros), les avancements de grades, les recrutements nouveaux avec compensation des départs en retraite (04) ;**
- ✓ **Des efforts continus pour contenir l'évolution des charges générales ;**
- ✓ **Une dynamique d'investissement moyenne de 8 millions d'euros.**

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

a. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement (en K€) :

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020		Prov 2021		2022	2023	2024
Charges de personnel	8 438	8 591	8 714	8 783	8 808	8 899		**9 090**		9 350	9 500	9 600
Evolution	*6,64%*	*1,82%*	*1,44%*	*0,79%*	*0,29%*	*1,03%*		***2,14%***		*2,86%*	*1,06%*	*1,05%*
Charges à caractère général (011)	2 925	2 786	2 705	2 671	2 921	2 396		**2 663**		2 770	2 830	2 900
Evolution	*-5,49%*	*-4,78%*	*-2,86%*	*-1,28%*	*9,41%*	*-18%*		***+11,14%***		*4%*	*2,16%*	*2,50%*
Atténuation de produit	247	205	232	206	295	289		**294**		296	296	296
Contingent et participations	360	369	351	338	331	354		**507**		386	386	386
Subventions versées (dont CCAS)	459	376	324	311	621	933		**614**		650	650	650
Charges exceptionnelles	146	55	51	14	663	151		**11**		20	20	20
CH Réelles de fonctionnement	**12 575**	**12 381**	**12 379**	**12 322**	**13 640**	**13 022**		**13 179**		**13 472**	**13 682**	**13 852**
Evolution	*2,10%*	*-1 ,54%*	*-0,02%*	*-0,45%*	*+10, 69%*	*-4,53%*		***+1,19%***		*+2,22%*	*1,56%*	*1,2,4%*

Les dépenses de fonctionnement en 2021 ont pu être globalement contenues. Les charges générales demeurent un point de vigilance. En 2022, la collectivité devra veiller à limiter l'évolution de ces charges à un maximum de 4 %. La trajectoire proposée est basée sur une hausse maximale du total des charges de 2,2 %. Cet objectif devra absolument être tenu pour poursuivre les efforts de maintien d'un niveau d'épargne nette correcte.

.../...

En recettes réelles de fonctionnement

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Octroi de mer	5 119	5 320	5 433	5655	5 612	5 844	**6 465**	6 907	7 183	7 398
Evolution	*1,95%*	*4%*	*2,12%*	*4,09%*	*-0,77%*	*4,13%*	***10,61%***	*6,83%*	*4%*	*3%*
Contributions directes *(avec compensations fiscales)*	2 099	2 166	2 231	2 349	2 491	2 597	**2 725**	2 807	2 857	2 908
Evolution	*6,28%*	*3,19%*	*3%*	*5,25%*	*3,49%*	*4,25%*	***4,93 %***	*1,8%*	*1,8%*	*1,8%*
Taxes/ carburants	1 021	1 047	1 183	1 165	1 073	961	**1 083**	1 083	1 083	1 083
DSC	670	165	0	0	0	0	**0**	0	0	0
Autres impôts et taxes *(FPIC, Taxes mutations)*	470	743	615	566	607	476	**628**	630	630	630
S/T Impôts et taxes	**9 379**	**9 441**	**9 462**	**9 735**	**9 783**	**9 878**	**10 901**	**11 427**	**11 753**	**12 019**
Evolution	*1,07%*	*0,66%*	*0,22%*	*2,89%*	*+0,49%*	*+0,97%*	***10,35%***	*4,82%*	*+2,85%*	*+2,26%*
Dotation forfaitaire	1 276	1 109	1 038	1 023	1 059	1 042	**1 034**	1 034	1 034	1 034
Evolution	*-13,32%*	*-13,09%*	*-6,84%*	*-1,44%*	*3,3%*	*-1,60%*	***-0,77%***	*0%*	*0%*	*0%*
Compensations contrats aidés	1 886	2 002	1 868	1 038	870	836	**952**	927	927	927
Evolution	*6,21%*	*5,80%*	*-6,69%*	*-44,44%*	*-16,18%*	*-4%*	***8,78%***	*0%*	*0%*	*0%*
Autres recettes *(dont DNP, , partic diverses ,compensations)*	1 431	1 445	1 257	1 451	1 489	1 746	**1 660**	1 660	1 660	1 660
S/T Dotations et participations	**4 593**	**4 556**	**4 256**	**3 407**	**3 418**	**3 625**	**3 646**	**3 621**	**3 621**	**3 621**
Evolution	*7,66%*	*-0,81%*	*-6,58%*	*-19,96%*	*+0,3%*	*+19%*	***0,58 %***	*0,01%*	*0%*	*0%*
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	**666**	**664**	**660**	**604**	**650**	**701**	**797**	**800**	**800**	**800**
Evolution	*-10,98%*	*48,32%*	*-0 ,6%*	*-8,48%*			***13,69%***	*0%*	*0%*	*0%*
Recettes exceptionnelles	**26**	**663**	**107**	**26**	**606**	**31**	**670**	**30**	**30**	**30**
TOTAL RRF	**14 664**	**15 368**	**14 391**	**13 823**	**14 457**	**14 235**	**16 014**	**15 878**	**16 204**	**16 470**
Evolution	*2,39%*	*+4,80%*	*-6,35%*	*-3,94%*	*+4,58%*	*-1,53%*	***+10,77%***	*-0.86%*	*+2.05%*	*+1,64%*

.../...

S'agissant de 2021, la Commune a bénéficié d'une dynamique. Cette situation s'explique par la reprise de l'activité courant 2021 malgré un climat conjoncturel qui s'est assombrit fin d'année 2021 : l'inflation, les difficultés d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire sont venus freinés l'activité au quatrième trimestre 2021. En 2022, l'activité économique devrait mieux résister aux résurgences de la crise sanitaire. La dynamique notamment sur les recettes de l'octroi de mer doit se poursuivre et les recettes en provenance de l'Etat demeurées stables. En conséquence, il est proposé une trajectoire globalement stable en recettes pour les trois années à venir.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Excédent brut de fonctionnement	2 089	2 987	2 012	1 501	817	1 213	2 835	2 406	2 522	2 618
Résultat financier (Pdt-ch)	-306	-293	-264	-268	-273	-237	-235	-222	-197	-169
Epargne brute	1 783	2 694	1 748	1 232	544	976	2 600	2 184	2 325	2 449
Remboursement du capital de la dette	834	830	817	851	895	938	1 065	1 047	1 102	917
Epargne nette	949	1 864	931	381	-350	38	1 535	1 137	1 223	1 532
Recettes propres d'investissement et subventions	2 642	2 306	1 401	2 982	3 023	4 991	6 804	9 188	6 000	5 000
Marge d'autofinancement	3 591	4 170	2 332	3 363	2 673	5 029	8 339	10 325	7 223	6 532

La simulation montre qu'une fois le remboursement de la dette effectué notre marge d'autofinancement se maintient grâce au bon niveau des subventions des investissements. La Commune retrouve une épargne brute confortable. Les marges sont restaurées.

En 2022, si la prospective est respectée, le niveau d'épargne pourra être maintenu.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21,23 et 27	5 677	2 526	3 247	5 094	6 576	4 172	9 399	12 000	10 250	7 000

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Produit des emprunts	647	1 500	1 376	2 171	1 739	1 500	500
Ressources propres (FCTVA, Taxe d'amenag, subventions) y/C RAR	1 401	2 982	3 023	4 991	6 804	9 188	6 000
Epargne	931	381	-350	38	1 535	1 137	1 223
TOTAL recettes	**2 932**	**4 863**	**4 049**	**7 200**	**10 078**	**11 825**	**7 723**
Résultats de l'exercice (RI-DI)	**-315**	**-231**	**-2527**	**3 027**	**679**	**-1575**	**723**
Résultats antérieurs	**2 679** *(2016)*	**2 364** *(2017)*	**2 133** *(2018)*	**-394**	**2 633**	**3 312**	**1 737**
Résultats finaux	**2 364**	**2 133**	**-394**	**2 633**	**3 312**	**1 737**	**2 460**

.../...

La Commune confirme la restauration de son fonds de roulement en 2021. Toutefois, il faut demeurer vigilant sur le programme d'investissements. En effet, la programmation 2022 est importante. Malgré une épargne relativement correcte, il est nécessaire de recourir à une enveloppe d'emprunt conséquente. Pour sauvegarder nos marges, il est nécessaire d'étaler, dans le temps, la programmation pour rester dans la capacité maximale d'investissement de l'ordre de 8 millions.

Pour 2021 :

Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 3 705 376,00
- En recettes à : 3 796 422,00

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à 9 626 600,07
- En fonctionnement : 14 621 480,63

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : 8 709 415,59
- En fonctionnement : 16 843 503,28

L'épargne brute devrait avoisiner les 2 600 000 euros.

L'épargne nette devrait être de l'ordre de 1 535 000 euros.

La section d'investissement devrait bénéficier d'un résultat affecté de 826 138 euros. Le résultat net disponible au BS devrait s'élever à 1 395 884 euros.

Perspectives à court terme

L'ensemble des données développé ci-dessus montre que nous avons su rétablir notre niveau d'épargne. Il convient maintenant de maintenir ce niveau. Ce maintien passe notamment une gestion rigoureuse des effectifs communaux et des charges générales.

1. **S'agissant des effectifs communaux**

Pour 2022, la prospective prend en compte :

- ✓ Un recours strict aux contrats PEC oeuvrant au sein des différents services. Le quota d'appel aux PEC doit se limiter à un maximum de 155 contrats pour l'année ;
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment en termes de revalorisation des rémunérations,
- ✓ L'impact financier de la décision politique de revaloriser le régime indemnitaire des agents de catégorie C ;
- ✓ La prise en compte du GVT ;
- ✓ Les impacts des orientations politiques sur la réorganisation des services : notamment la nécessité de renforcer le service technique, la mise en œuvre du portage de repas à domicile, le confortement de la police municipale ;

.../...

- ✓ Le montant des dépenses sera ajusté au regard des départs en retraite : 04 départs en cours d'année ;
- ✓ L'augmentation prévisionnelle des dépenses sera cantonnée à un maximum de 2,86 %.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2016	2017	2018		2019	2020	2021
Emplois titulaires	92 Dont 8 A 17 B 67 C	91 Dont 8 A 17 B 67 C	104 Dont 12 A 16 B 76 C		111 Dont 11 A 14 B 86 C	108 Dont 11 A 14 B 83 C	100 9 A 15 B 76 C
Non titulaires CDI	44	40	27		18	23	19
Contractuels	20	32	39		47	49	58
Apprentis	4	3	2		0	0	0
Emplois d'avenir	29	19	2		0	0	0
PEC	158	142	156		140	130	148
TOTAL	**347**	**327**	**330**		**316**	**310**	**325**

En 2021, le temps de travail :

- ✓ Temps complet : **181** agents
- ✓ Temps non complet : **144** agents
- ✓ **1** agent titulaire en disponibilité, **1** agent titulaire en congé parental et **1** agent non titulaire en congé sans traitement

En 2022, l'effectif global devrait atteindre un prévisionnel d'environ 336 (plus 6 contractuels, plus 7 PEC agents, plus 1 titulaire avec des mouvements notamment sur les départs en retraite (moins 4).

.../...

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES	2016	2017	% EV. 17/1	2018	% EV. 18/17	2019	% EV. 19/18	2020	% EV. 20/19	2021	% EV. 21/20	Prév 2022	% EV. 22/21
6331	Versement de transport	108 134,00	108 491,00	0,33%	106 728,00	-1,63%	105 746,00	-0,92%	104 774,00	-0,92%	107 839,00	2,93%	110 923,20	2,86%
6332	Cotisations versées au FNAL	27 055,00	27 143,00	0,33%	26 712,00	-1,59%	26 458,00	-0,95%	26 233,00	-0,85%	26 988,00	2,88%	27 759,86	2,86%
6336	Cotisations cnfpt et cdg	54 860,12	65 698,70	19,76%	69 110,26	5,19%	68 532,28	-0,84%	58 359,02	-14,84%	78 096,29	33,82%	80 329,84	2,86%
64111	Rémuneration principale personnel titulair	1 946 905,60	1 966 574,67	1,01%	2 112 444,59	7,42%	2 229 117,81	5,52%	2 402 694,41	7,79%	2 303 242,07	-4,14%	2 369 114,79	2,86%
64112	NBI,supplément familial de trait.et ind.résic	64 496,04	60 317,98	-6,48%	67 600,17	12,07%	58 932,69	-12,82%	54 567,05	-7,41%	51 383,09	-5,83%	52 852,65	2,86%
64118	Autres indemnités personnel titulaire	1 167 843,03	1 193 053,74	2,16%	1 301 607,08	9,10%	1 416 720,13	8,84%	1 540 998,45	8,77%	1 486 171,39	-3,56%	1 528 675,89	2,86%
64131	Remunérations personnel non titulaire	1 134 922,68	1 249 942,98	10,13%	1 464 067,56	17,13%	1 325 356,43	-9,47%	1 312 219,25	-0,99%	1 540 218,54	17,38%	1 584 268,79	2,86%
64162	Emplois d'avenir	467 595,33	420 801,85	-10,01%	154 855,48	-63,20%	15 211,68	-90,18%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
64168	Autres emplois d'insertion	1 799 107,60	1 720 756,23	-4,36%	1 567 232,53	-8,92%	1 692 064,19	7,97%	1 507 397,44	-10,91%	1 546 311,50	2,58%	1 590 536,01	2,86%
6417	Remunérations des apprentis	36 698,08	31 527,01	-14,09%	18 966,13	-39,84%	13 090,32	-30,98%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6451	Cotisations à l'urssaf	604 686,00	750 515,00	24,12%	787 219,00	4,89%	763 670,00	-2,99%	774 336,00	1,40%	836 057,00	7,97%	859 968,23	2,86%
6453	Cotisations aux caisses de retraites	782 615,97	797 803,11	1,94%	830 302,92	4,07%	853 680,33	2,82%	888 106,40	4,03%	869 587,97	-2,09%	894 458,19	2,86%
6454	Cotisations aux assedic	222 116,20	216 764,00	-2,41%	152 839,00	-29,49%	123 135,80	-19,43%	113 787,91	-7,59%	124 444,82	9,37%	128 003,94	2,86%
6455	Cotisations pour assurance personnel	43 759,08	59 025,63	34,89%	62 882,92	6,53%	70 392,54	11,94%	73 093,26	3,84%	73 535,43	0,60%	75 638,54	2,86%
6456	Versement au fnc du supplément familial	85 776,39	15 043,00	-82,46%	17 145,00	13,97%	18 157,00	5,90%	20 481,00	12,80%	20 955,00	2,31%	21 554,31	2,86%
6457	Cotisations sociales liées a l'apprentissage	2 214,00	1 939,00	-12,42%	1 160,00	-40,18%	829	-28,53%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6472	Prest.familiales directes	14 921,67	1 482,65	-90,06%	0	#######	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6475	Médecine du travail-pharmacie	27 187,61	27 578,28	1,44%	27 440,73	-0,50%	27 170,34	-0,99%	21 989,34	-19,07%	24 895,77	13,22%	25 607,79	2,86%
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	#DIV/0!	14 633,36	#DIV/0!	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
64832	Contributions au fonds compensation de cpa			#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
TOTAL		8 590 894,40	8 714 457,83	1,44%	8 782 946,73	0,79%	8 808 264,54	0,29%	8 899 036,53	1,03%	9 089 725,87	2,14%	9 349 692,03	2,86%

.../...

2. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette au 1/01/2022 s'établit à 11 644 754,89 euros soit 996 euros par habitant.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours au 31/12	8 823	8 606	9 256	9 737	10 970	11 296
CAF	2 694	1 748	1 232	543	976	2 600
Ratio de capacité de désendettement	3,28	4,92	7,51	17,91	11,24	4,34

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 80 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 20 %

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2022, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 1 046 566
- Intérêts : 221 252

3. Opérations d'investissements

Globalement, la Commune escompte, pour 2022, sur un budget global annuel de 15 000 000 euros en fonctionnement et 12 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles citées ci-dessous, en sachant que cette année sera essentiellement consacrée à la réalisation des importantes opérations financées au titre du REACTEU mais aussi au lancement de nouvelles études pour les opérations futures.

Le détail des propositions est retracé au tableau ci-dessous.

Il est également nécessaire d'acter le travail mené avec les autres partenaires institutionnels pour disposer d'une vision globale des actions proposées.

Ainsi :

Avec la CIVIS :

- Poursuite de la mise en place du programme Petite Ville de Demain en vue de travailler sur la transformation de la ville pour répondre aux enjeux actuels et futurs en matière sociales et économiques, pour participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement.

- Poursuite des actions nécessaires à l'implantation d'une déchèterie sur le territoire, à la création d'une ZAE, à l'implantation de kiosques à caractère économique,

.../...

- Poursuite de la collaboration pour que la Commune continue à disposer d'un cadre environnemental correct : déchets, économies d'eau, développement de dispositifs de récupération des eaux pluviales, assainissement des eaux usées ;

- Poursuite de la démarche Porte de Parc et notamment sur 2022 :
  - L'aménagement et la valorisation de points d'intérêts sur le Tévelave
  - L'amélioration de la signalétique
  - L'accompagnement au développement d'activité écotouristique

Avec le Conseil Départemental :

- ✓ Récupération au maximum des arbres pour alimenter nos pépinières communales ;
- ✓ Développement des actions d'embellissement et mise en place de chantiers d'insertion en partenariat avec la SPL EDDEN ;
- ✓ Développement d'un projet de mise en valeur de la biodiversité sur le Tévelave ;
- ✓ Poursuite du travail engagé avec le Conseil Départemental pour la délocalisation du collège Adrien Cadet.

Avec le SIDELEC :

- ✓ Poursuite des actions menées avec le SIDELEC pour favoriser la concrétisation des actions en faveur des économies d'énergie : exemple alimentation solaire de la cuisine centrale

Avec l'EPFR :

- ✓ Poursuite du partenariat avec l'EPFR pour entamer des négociations pour une maîtrise du foncier phare pour la Commune.

La Commune, pour sa part,

- ✓ Poursuit l'élaboration de la révision de son PLU dans le respect de son projet d'aménagement et de développement durable ;
- ✓ Poursuit l'accroissement de l'action sociale au profit des personnes les plus défavorisées et fragilisées. En 2022 le portage de repas à domicile sera proposé ainsi que la mise en œuvre de chantiers d'insertion ;
- ✓ Poursuit son soutien au développement de l'activité économique pour la création d'emplois en encourageant des porteurs de projets à s'implanter sur le territoire ;
- ✓ Poursuit le développement du territoire en améliorant le cadre de vie des habitants ; Cette orientation passe notamment par une action sur le réseau routier, par la création d'espaces publics mais aussi par l'offre d'équipements publics ;
- ✓ Les investissements communaux programmés en 2022 sont listés au document ci-joint.

.../...

Les opérations d'investissement :

Opérations	2022	2023	2024
Différents portages fonciers EPFR	110 000,00	180 000,00	300 000,00
Acquisition foncière directe par la ville Terrain Fonds Maurice plus indemnités d'expropriation ruelle Carméry	500 000,00	0	
Acquisition de matériels et mobiliers divers scolaires et restauration	100 000,00	50 000,00	50 000,00
Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux	400 000,00	100 000,00	100 000,00
Réalisation d'un ouvrage de franchissement de la Ravine Renone	1 600 000,00		
Réhabilitation du plateau sportif du Tévelave	1 828 134,00		
Préaux et couvertures sportifs dans les écoles	1 382 000,00		
Construction du gymnase	2 818 988,00		
Réhabilitation de l'école Paul Hermann		2 403 492,00	
Travaux d'aménagement du chemin Carméry		1 365 905,50	
Travaux de réhabilitation de la fontaine place de l'église avec volet ENR pour l'éclairage	165 731,50		
Mise en accessibilité -ADAP-Ecole maternelle du centre, Marcel Le Guen, Paul Hermann	333 449,00		
Installation d'une statue rue des hortensias	60 000,00		
Mise en accessibilité MFS du Tévelave	130 000,00		
Programme de modernisation de voirie 2022 : portion rue du Stade, Lotissement Les Bougainvilliers, Impasse Les Flamboyants, aire de retournement rue Francis Rivière, Création de talus chemin Labrune, Continuité trottoirs Bassin Bleu, sentier Nénél et Impasse de la source.	700 000,00		
Modernisation des voiries (sentier Bihel, quartier PERSEE)		400 000,00	2 500 000,00
Etudes et travaux du chemin Bateau	40 000,00	1 000 0000,00	
Etudes et travaux du chemin du Cap	40 000,00	600 000,00	
Etudes et travaux du chemin René Vitry	40 000,00	1 000 000,00	
Réalisation d'une aire de jeu au centre- ville (ex terrain Bègue-Sartre),	40 000,00	710 000,00	
Réalisation d'une aire de jeu Bas du Tévelave (terrain rue Bertin),		40 000,00	500 000,00
Réalisation d'une aire de jeu au Tévelave (aire de pique-nique)		40 000,00	500 000,00
Poursuite de la réhabilitation de l'hôtel de ville (rez-de-chaussée) avec volet TES	160 000,00	1 000 000,00	
Réalisation du skate-park au Ruisseau (en contre bas de l'école)	45 000,00	930 000,00	
Création de bâtiment administratif avec volet TES notamment police municipale et extension du CCAS (ex terrain DECAZE)		180 000,00	1 700 000,00
Réfection de la toiture de l'église du centre-ville	20 000,00	200 000,00	20 000,00
Réalisation d'une aire de jeux sur le Ruisseau (jeux d'eau au niveau de la Maison de quartier + cross-fit sentier des Pêcheurs)		50 000,00	1 000 000,00
Total	**10 513 302,50**	**10 249 397,50**	**6 670 000,00**

.../...

En recettes de subventions certaines pour l'année 2022, la Commune peut escompter une enveloppe globale : 7 500 000 euros

FCTVA : 1 235 000,00

Fonds de concours : 208 000,00

Taxe d'aménagement et autres fonds : 348 000,00

Il nous faut avancer sur nos études pour pouvoir disposer des dossiers techniques et pouvoir solliciter l'octroi de subventions supplémentaires.

Dans l'immédiat, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels.

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à :

- Prendre acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2022,
- Prendre acte de la tenue du débat,
- Approuver les orientations et à les fixer telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Après discussion et débat, le Conseil Municipal, **à l'unanimité** :

- Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Prend acte de la tenue du débat,
- Approuve les orientations et les fixe telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire

Le Maire certifie que le présent document a été reçu à la Sous Préfecture de ST-PIERRE

LE 01 MARS 2022

MAIRIE DE SAVIRON ★ ILE DE LA REUNION ★

Eric FERRERE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.